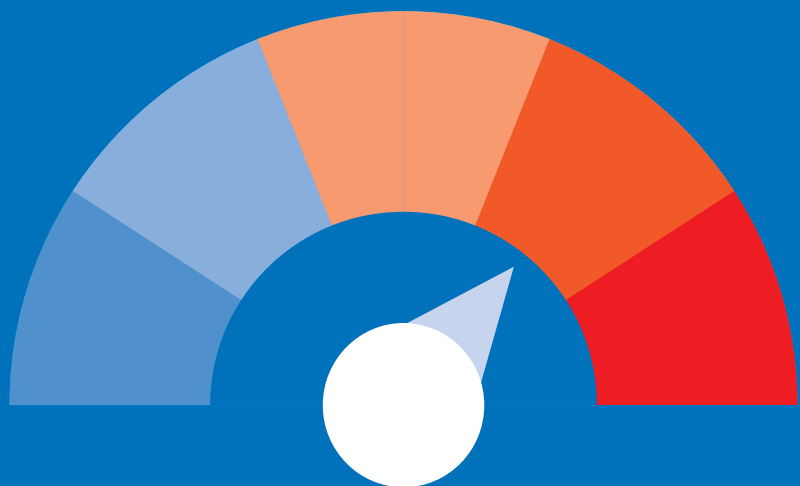


Baromètre sur la perception des risques en Gironde 2024



gironde.fr/risques-majeurs

Edito



La résilience territoriale est l'occasion d'expérimenter de nouveaux périmètres d'action publique face aux aléas et aux risques majeurs qui ne sont pas une fatalité mais une donnée à intégrer dans notre réalité quotidienne, afin de mieux les appréhender lorsqu'ils surviennent. Ce baromètre est l'occasion de recueillir les perceptions et préoccupations des Girondines et des Girondins pour co-construire des actions à hauteur humaine, à la maille des besoins du territoire.

Si le territoire girondin est en première ligne des risques naturels (feux de forêt, de l'érosion, du risque de submersion, de la grêle, etc.) et, comme tous les autres, sociaux, cela veut aussi dire qu'il est l'espace des possibles.

C'est justement en regardant ce qu'il est possible de faire ici et maintenant que nous serons les plus à même d'expérimenter, d'anticiper, de s'adapter, de s'entraider et de se transformer pour agir en confiance face aux risques et à leurs conséquences.

La résilience nous engage dans des changements structuraux, plus que dans de simples solutions techniques. Elle nous engage à faire des choix politiques et éthiques pour décider collectivement de la manière dont nous prenons en charge nos vulnérabilités structurelles et de la façon dont nous assumons et partageons les réponses à apporter ensemble, élus, institutions, associations et citoyens mêlés.



Jean-Luc GLEYZE
Président du Département
de la Gironde

Sommaire

Introduction	5
Généralités	6
Méthode scientifique et concept psychosociologique	6
Caractéristiques sociodémographiques	8
Chapitre 1 : perception des risques par les Girondins	10
Des préoccupations à l'image de celles des français	10
Une perception plus aigüe des risques naturels et de leurs dommages	11
Quelle stratégie d'adaptation pour faire face à la perception de ces risques ?	12
Zoom sur les risques technologiques et industriels	13
Représentation du mot « risque » par les Girondins	17
Chapitre 2 : connaissance et communication sur les risques en Gironde	18
Une bonne connaissance des risques	18
Une connaissance marquée par l'actualité de l'information	21
Le niveau d'information joue un rôle sur les stratégies d'adaptation	23
Une vigilance sur l'information des mesures de protection et d'alerte	24
Qu'en est-il de la relation à sa propre exposition au risque ?	25
L'apparition de biais comportementaux	26
La nécessité de s'informer sur le bon média	27
Zoom sur la perception du dérèglement climatique	28
Chapitre 3 : engagement des Girondins dans les risques et confiance dans les institutions publiques	29
Une confiance citoyenne associée aux métiers	29
Quelle distinction entre les différents acteurs responsables de la sûreté et de la sauvegarde ?	30
Une confiance qui peut influencer sur les stratégies d'adaptation	31
Vers une mobilisation pour connaître et sauvegarder	32
Prise en compte des limites comportementales qui freinent l'engagement	33
Conclusion	35
Annexes	36

Introduction

Véritable laboratoire des risques, le Département de la Gironde est engagé dans des politiques visant à anticiper, prévenir et gérer les risques et les crises. Souhaitant étudier la perception des risques sur son territoire, le Département déploie en 2024, le premier baromètre girondin sur les risques. Cet outil scientifique, permet d'analyser l'évolution de la connaissance générale, des savoirs locaux, des inquiétudes et des attentes de la population de la Gironde. L'objectif principal de cette investigation est de rendre visible, d'exprimer en mots et de partager le rapport sur les événements perçus comme dangereux, ainsi que sur les préoccupations qu'ils suscitent, ayant, parfois un impact sur la qualité de vie en Gironde.

Que l'on parle de dérèglement climatique, de hausse du pouvoir d'achat et du coût de la vie, d'accès aux services de santé, d'insécurité, ou encore d'instabilité géopolitique, les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes ou interrogations sont nombreux. Quelles sont les principales préoccupations des Girondins ? Quels sont les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus vulnérables ? Qu'en est-il de la confiance accordée aux autorités publiques ? Ces questions et bien d'autres ont été posées en 2023 aux habitants de la Gironde.

Cette enquête inédite en Gironde identifie :

- ▶ le niveau de risque perçu (notamment les risques naturels, technologiques et sanitaires) ;
- ▶ l'évaluation de la connaissance et les vecteurs de communication utilisés ;
- ▶ l'engagement des citoyens et la confiance envers les institutions publiques.

Au-delà des analyses comparatives entre les caractéristiques sociodémographiques, le baromètre aborde des notions relatives aux **comportements psychologiques adoptés par les individus pour faire face aux risques**, ainsi qu'une analyse de la représentation du terme « risques ».

Pour construire le baromètre de la Gironde, le Département s'est appuyé sur l'expertise de l'IRSN (Institut de radioprotection et de Sûreté Nucléaire), **l'Université de Nîmes (laboratoire de la psychologie du risque et de l'environnement) et Harris Interactive**. Le baromètre sera actualisé tous les deux ans afin d'assurer une continuité méthodologique et permettre des comparaisons entre ses futures éditions.

Généralités

Méthode scientifique et concepts psychosociologiques

L'enquête a été réalisée en ligne du 21 novembre au 12 décembre 2023 (sur la même période que l'enquête du baromètre national de l'IRSN) par Harris Interactive.

Une démarche quantitative a été retenue afin de mesurer la perception des risques à partir d'un échantillon représentatif des habitants Girondins. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas (genre, âge et catégorie socioprofessionnelle) et après un découpage par arrondissement préfectoral.

L'échantillon est composé de 629 participants âgés de 18 ans et plus, représentatifs de la population de la Gironde.

Le baromètre des risques en Gironde a été conçu en s'appuyant :

- ▶ D'une part, sur le baromètre national déployé par l'IRSN depuis près de 30 ans, 60% des questions en sont inspirées et 40% sont adaptées au contexte des risques Girondins (Cf. ANNEXE 1). Cette approche méthodologique permet de comparer la pertinence des deux échelles d'étude, nationale et départementale, tout en ciblant la perception des risques spécifique à la Gironde.
- ▶ D'autre part, sur la méthode d'analyse des comportements psychosociologiques adoptés par la population de la Gironde. A ce titre, **les stratégies de coping ou stratégie d'adaptation** (Cf. Annexe 2.1) sont abordées, ainsi que des approches sémantiques du mot du risque (Cf. Annexe 2.2).

Les résultats du baromètre sont structurés en trois parties :

- ▶ **Analyse du niveau de risque perçu** (notamment les risques naturels, technologiques et sanitaires) : elle se caractérise par la façon dont un individu évalue et interprète un danger spécifique. Cette analyse englobe la compréhension de la probabilité d'occurrence d'un événement indésirable et de la gravité de ses conséquences. La perception des risques peut varier d'une personne à une autre en fonction de ses expériences, connaissances et valeurs ; elle est fondée sur les émotions et l'attention portée à un risque. Elle se réfère donc au niveau d'inquiétude, de souci ou d'attention qu'une personne accorde à un risque : une personne peut être préoccupée par un risque même si elle ne le perçoit pas comme immédiat ou concret.
Afin de renforcer l'analyse du baromètre, le Département de la Gironde a souhaité mener une analyse psychosociale en utilisant des tests statistiques pour évaluer l'efficacité de **la stratégie de coping ou stratégie d'adaptation**, utilisée pour faire face aux stress engendrés par les risques (Cf. Annexe 2). Cette stratégie, désigne l'ensemble des processus qu'une personne interpose entre elle et la situation perçue comme menaçante (risques naturels, technologiques, sanitaires),

afin de **maîtriser, tolérer ou diminuer son impact sur son bien-être physique et psychologique** (Lazarus et coll., 1984). Généralement, deux types de stratégies d'adaptation sont reconnus dans la littérature : les stratégies centrées sur le problème (dites « confrontation ») et les stratégies centrées sur les émotions (dites « évitement »). Les stratégies centrées sur les problèmes aident à maintenir un état de vigilance et à aborder le problème, tandis que les stratégies centrées sur les émotions permettent d'éviter les problèmes et de gérer les tensions psychologiques. Ce baromètre permet d'avoir un aperçu sur les stratégies de confrontation ou d'évitement mobilisées par les Girondins. Dans cette partie, un zoom spécifique sur la perception des risques technologiques, industriels et plus particulièrement nucléaires est proposé.

► **Analyse de l'évaluation de la connaissance.**

Le risque est une notion qui se mesure et s'acquiert chez les individus, par exemple, un adulte sensibilise un enfant au danger d'une casserole d'eau chauffée sur une gazinière. Cependant, la relation de l'individu avec le risque peut être complexe : la connaissance déclarée du risque (je connais ce risque) varie en fonction de la connaissance réelle du risque (probabilité que le risque se produise) autrement dit : « je considère connaître le risque inondation et je sais qu'il est présent sur ma commune, cependant, j'estime qu'il n'impactera pas mon domicile ». Cette dissonance entre connaissance et perception peut faire apparaître des biais comportementaux, tel que l'optimisme comparatif et conduire à un manque de préparation ou de vigilance envers les risques.

Dans cette partie, l'accent est mis sur **l'évaluation du rôle de la communication en matière de risques, afin de mieux comprendre comment les habitants de la Gironde s'informent et suivent l'actualité sur les risques.**

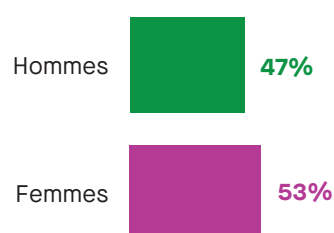
► **Analyse de la confiance** accordée par les Girondins aux acteurs de la gestion des risques et comment cette confiance influence leur perception du risque. La littérature indique que le niveau de connaissance et d'information perçu par les individus peut avoir un impact sur leur niveau de confiance. Ainsi, un manque de confiance peut conduire à une perception élevée des risques. De plus, une faible sensation d'information peut entraîner un manque de confiance envers les institutions et dispositifs mis en place.

Cette partie aborde donc le lien entre **la responsabilité individuelle et la responsabilité collective**. Une forte responsabilité collective peut parfois conduire à la déresponsabilisation des citoyens vis-à-vis des risques. Ce phénomène est appelé « biais de déresponsabilisation ». Dans ce cas, les individus minimisent leur responsabilité individuelle (leurs actions et décisions) dans la prévention des risques, estimant que c'est le rôle des pouvoirs publics d'accomplir ces tâches. Ce biais peut conduire à une sous-estimation du risque, ne permettant pas de prendre les mesures adéquates face au danger.

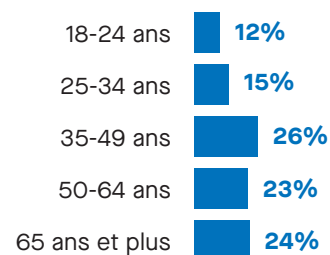
Caractéristiques sociodémographiques

Les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon interrogé sont le sexe, l'âge, la catégorie socioprofessionnelle (CSP) et l'arrondissement de l'interviewé(e) (en %).

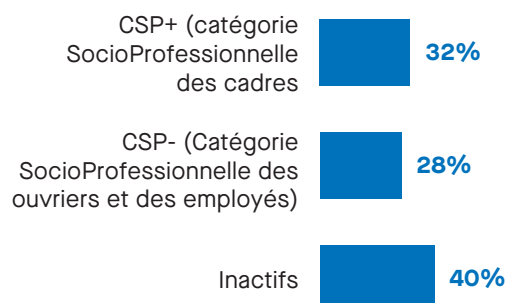
Sexe



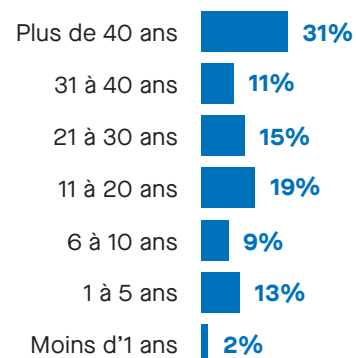
Âge



CSP

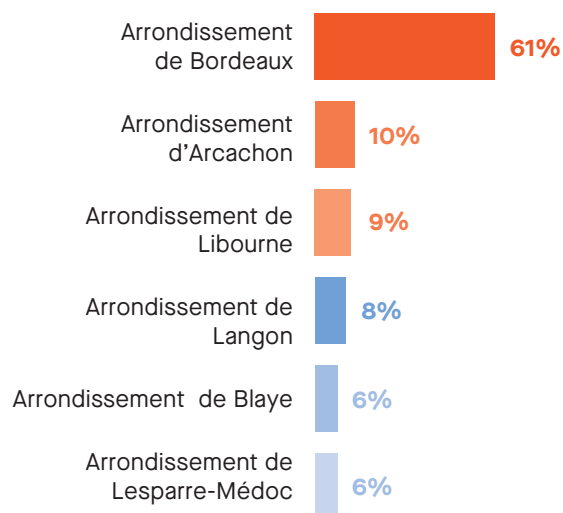


Durée d'habitation en Gironde





Arrondissements :



Aide à la lecture :

- Les chiffres présentés dans le baromètre sont exprimés en pourcentage (%).
- Les résultats des analyses statistiques présentées sont tous significatifs avec un intervalle de confiance supérieur à 90 %. L'intervalle de confiance ou « marge d'erreur » permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la taille de l'échantillon. Les chiffres rapportés ne sont pas exacts à 100%, mais peuvent se situer dans une fourchette autour de la valeur donnée. Dans le cas de notre échantillon, la marge d'erreur est de + ou - 2,4%.

Certaines questions proposent de hiérarchiser un choix de réponses. Dans l'analyse, les pourcentages des réponses « en premier », « en deuxième », « en troisième » peuvent être cumulés apportant une importance supplémentaire aux tendances perçues par les Girondins.

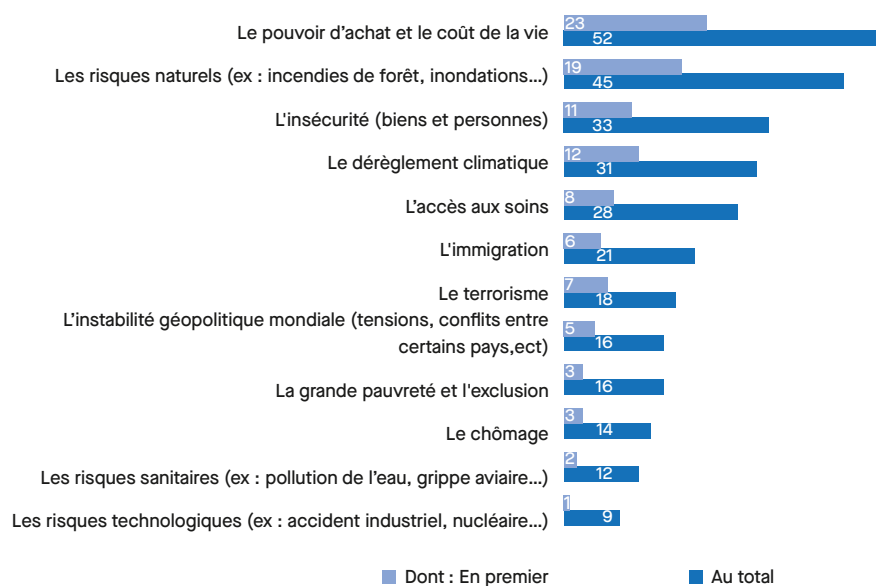
Les résultats abordant les stratégies d'adaptation des Girondins ont été obtenus via une analyse paramétrique : les analyses paramétriques sont plus efficaces lorsque la taille de l'échantillon est relativement grande (comme dans le cas du présent baromètre).

Chapitre 1 : Perception des risques par les Girondins

La perception des risques est caractérisée par la façon dont un individu évalue et interprète un danger spécifique. La perception des risques peut varier d'une personne à une autre en fonction de ses expériences, de ses connaissances et de ses valeurs. Dans cette partie, la préoccupation permet d'évaluer et d'observer comment les risques majeurs (naturels, technologiques, sanitaires, etc.) sont perçus.

Des préoccupations à l'image de celles des français

Question 1 : En Gironde, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?



Parmi la population girondine, les risques naturels sont perçus comme un important domaine d'inquiétude, derrière le pouvoir d'achat. 45% des Girondins estiment que les risques naturels font partie de leurs sujets de préoccupations majeurs, 19% estiment même qu'il s'agit du sujet le plus préoccupant actuellement. En comparaison, les risques sanitaires (12% jugent ce sujet préoccupant) et technologiques (9%) suscitent bien moins de crainte.

Le pouvoir d'achat et le coût de la vie sont la première préoccupation des Girondins, 23% le placent en première intention allant jusqu'à 52 % en réponse cumulée (soit une personne sur deux).

Les risques naturels se situent en deuxième position obtenant 45% des

préoccupations dont 19% le place en première position. 70% des habitants de l'arrondissement de Langon le placent comme étant leur première préoccupation. Ce score particulièrement élevé peut-être corrélé avec les récents événements qui ont eu lieu sur cet arrondissement (inondation, mouvement de terrain, feu de forêt, etc).

L'insécurité (33%), le dérèglement climatique (31%), l'accès aux soins (28%) sont également des préoccupations des Girondins.

Quelques chiffres sociodémographiques qui peuvent être mis en relief :

- ▶ 57% des femmes placent le pouvoir d'achat comme l'une de leur première préoccupation.
- ▶ 32 % des personnes âgées de plus 50 ans considèrent l'accès aux soins comme leur première préoccupation.
- ▶ 25% des 65 ans et plus considèrent l'instabilité géopolitique mondiale comme leur première préoccupation.
- ▶ 21% des moins de 35 ans considèrent le chômage comme leur première préoccupation.

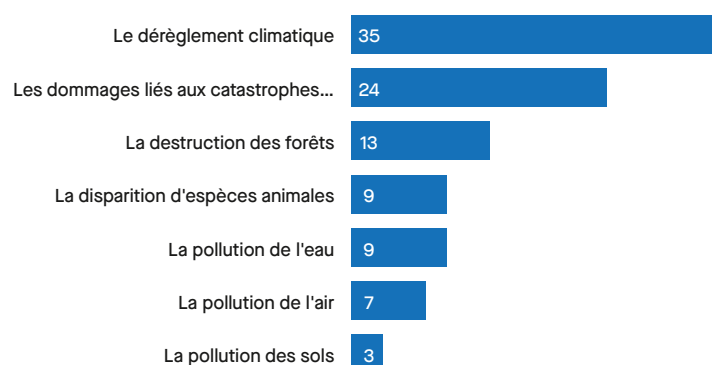
Selon l'IRSN, le baromètre national montre des résultats similaires à ceux de la Gironde. En effet, le pouvoir d'achat apparaît également comme la principale préoccupation des français obtenant un score de 54%. Ce résultat fait écho à la hausse des prix observée en France ces dernières années et présente des disparités selon les classes « professionnelles », la situation des ménages avec ou sans enfants à charge et selon la tranche d'âge.

De même, le risque naturel que l'on peut associer au dérèglement climatique se place en deuxième position dans le baromètre de l'IRSN (31%), avec une analyse des disparités selon les classes d'âge ou les tendances politiques.

Une perception plus aigüe des risques naturels et de leurs dommages

Les Girondins qui associent les risques naturels avec le changement climatique renforcent leur forte préoccupation face aux risques environnementaux et climatiques.

Question 2 : Voici un certain nombre de sujets environnementaux. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ?



Parmi les différents sujets ayant trait à l'environnement, le dérèglement climatique apparaît comme le plus préoccupant pour les Girondins, devant les dommages liés aux catastrophes naturelles ou la destruction des forêts.

Le dérèglement climatique se place comme l'une des préoccupations environnementales principales des Girondins (35%).

Les dommages liés aux catastrophes naturelles arrivent en deuxième position (24%).

La destruction des forêts, quant à elle, se place en troisième position (13%) dont 21% des 18-24 ans la placent comme étant le sujet environnemental le plus préoccupant.

À noter que les sujets liés à la biodiversité et la fragilité des milieux, tels que la disparition des espèces animales, la pollution de l'eau, la pollution de l'air et la pollution des sols ne sont pas retenus comme sujets les plus préoccupants en comparaison avec des phénomènes plus « visibles » naturels et climatiques.

Quelle stratégie d'adaptation pour faire face à la perception de ces risques ?

Comme présentée en annexe (Cf. Annexe 2), l'analyse de la stratégie d'adaptation permet d'avoir un aperçu sur les comportements adoptés par les Girondins face à leur perception du risque :

- ▶ **Les hommes adoptent davantage une stratégie d'adaptation centrée sur l'émotion (éviter) que les femmes.** Ces résultats rejoignent les nombreuses études montrant que les hommes ont tendance à adopter davantage cette stratégie pour gérer leur stress, comparé aux femmes qui privilégient plus souvent des stratégies centrées sur le problème (Christophe et al., 2009).
- ▶ **Les répondants, âgés de 35 à 49 ans se tournent davantage vers des stratégies centrées sur le problème que les plus jeunes (25-34 ans).** Ces résultats sont aussi en cohérence avec ce que l'on peut retrouver dans la littérature (Endler et Parker, 1990 ; Abdulghani et al., 2001), les jeunes ont tendance à se diriger vers la stratégie d'évitement qui utilise d'autres mécanismes de défense (Cf. Annexe 1).

À l'échelle départementale, aucun effet lié à la zone géographique n'est observé : on ne note aucune différence dans l'utilisation des stratégies de confrontation ou d'évitement du risque chez les Girondins en fonction de leur lieu d'habitation (arrondissement).

La forte préoccupation des Girondins concernant les risques naturels et le changement climatique met en lumière l'importance de l'expérience vécue. Ces scores reflètent les récents événements climatiques qui ont touché la Gironde, ainsi que les effets visibles, les conséquences réelles ou potentiellement dévastatrices sur l'environnement local. Les incendies majeurs de l'été 2022, consécutifs aux inondations à travers le Département, ont laissé des marques dans les esprits des Girondins.

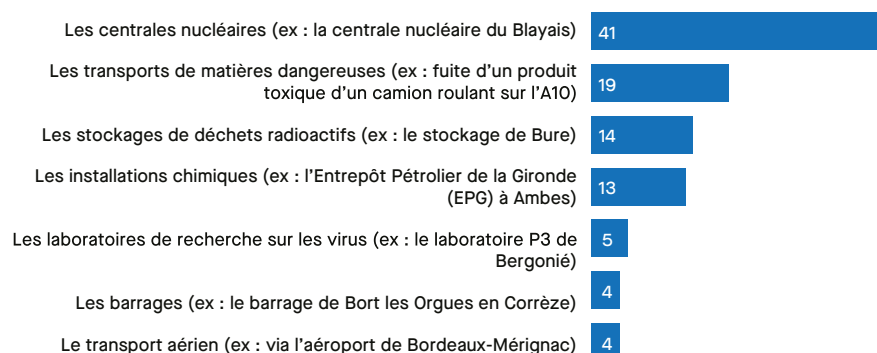
Zoom sur les risques technologiques et industriels

L'analyse plus ciblée des risques technologiques, industriels et nucléaires vient en complément d'une enquête récente menée par la Commission locale d'information nucléaire (CLIN) de la centrale du Blayais (2022). Selon cette dernière, 54% des Girondins ont une opinion peu favorable sur le nucléaire, alors que 61% y sont favorables pour l'arrondissement de Blaye. Il semble donc que l'opinion publique sur le sujet évolue selon des facteurs particuliers.

Selon l'IRSN, le baromètre national montre en 2023 un renforcement (60%, +7 points) de l'opinion favorable des français pour l'énergie nucléaire. Cette perception nationale évolue sur le long terme avec la construction de nouvelles centrales jugée plus positivement que l'année passée (44%, +15 points).

Les centrales nucléaires : 1^{er} facteur de risque d'une catastrophe grave en Gironde

Question 3 : Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ?



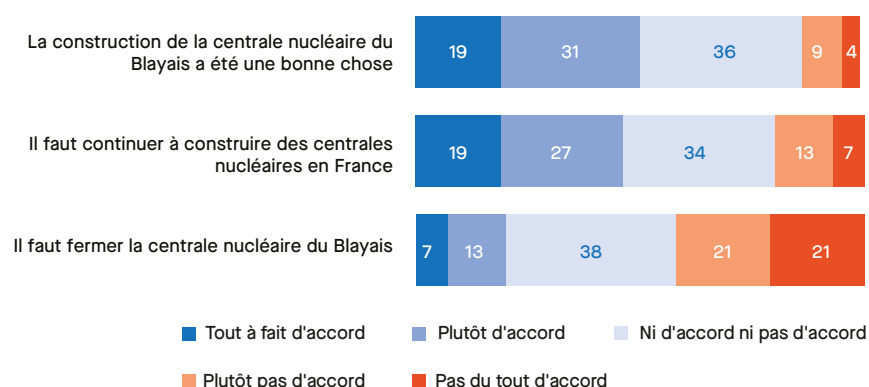
Parmi les différents risques industriels ou technologiques, les Girondins craignent en premier lieu un accident nucléaire, loin devant un accident de transport de matières dangereuses.

Ainsi, 41 % des Girondins pensent que ce sont les centrales nucléaires qui représentent le plus grand risque de provoquer un accident grave suivi en deuxième position par les transports de matières dangereuses (19%) et en troisième position par le stockage des déchets radioactifs (14%).

De plus, les répondants âgés de 50 à 64 ans, sont plus de 50% à craindre que les centrales nucléaires ne causent un accident grave en Gironde. Ces réponses sont principalement centrées sur l'arrondissement de Libourne (58%). On constate également que 49% de ces répondants habitent depuis plus de 20 ans en Gironde.

La moitié des Girondins est plutôt favorable à la centrale nucléaire du Blayais

Question 4 : Voici maintenant un certain nombre de propositions relatives à l'énergie nucléaire. Pour chaque proposition, veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non.



La moitié des habitants du département estime que la construction de la centrale nucléaire du Blayais a été une bonne chose et peu d'entre eux pense qu'il faudrait aujourd'hui la fermer, même si elle représente pour un grand nombre d'entre eux un risque de catastrophe sur le département. 46% des Girondins voient de manière relativement positive le fait de poursuivre la construction de centrales à l'échelle nationale.

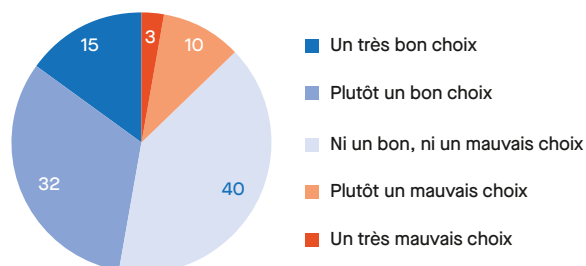
La lecture de ces résultats montre que plus d'un tiers des Girondins se positionne en faveur du nucléaire :

- 50% des Girondins considèrent comme une bonne chose l'installation de la centrale nucléaire du Blayais dont 64% sont des hommes et 61% sont âgés de 65 ans et plus. Cependant, 13% de la population girondine trouve que cela n'a pas été une bonne chose.
- 46% sont pour que l'on continue de construire des centrales nucléaires en France dont 61% sont des hommes et 55% sont âgés entre 65 ans et plus. A contrario, 20% sont contre.
- 42% des Girondins sont contre la fermeture de la centrale du blayais. A contrario, 20% sont pour cette fermeture.

Une part importante de Girondins dans l'indécision sur la question du nucléaire

Toutefois, ces scores révèlent qu'un peu plus d'un tiers des Girondins (>33%) se trouvent dans l'incertitude, ne parvenant pas à se positionner clairement sur cette question : 36% ne manifestent ni accord ni désaccord concernant l'utilité de la centrale du Blayais, 34% sont indécis quant à la nécessité de construire de nouvelles centrales et 38% ne se prononcent ni pour ni contre la fermeture de la centrale du Blayais.

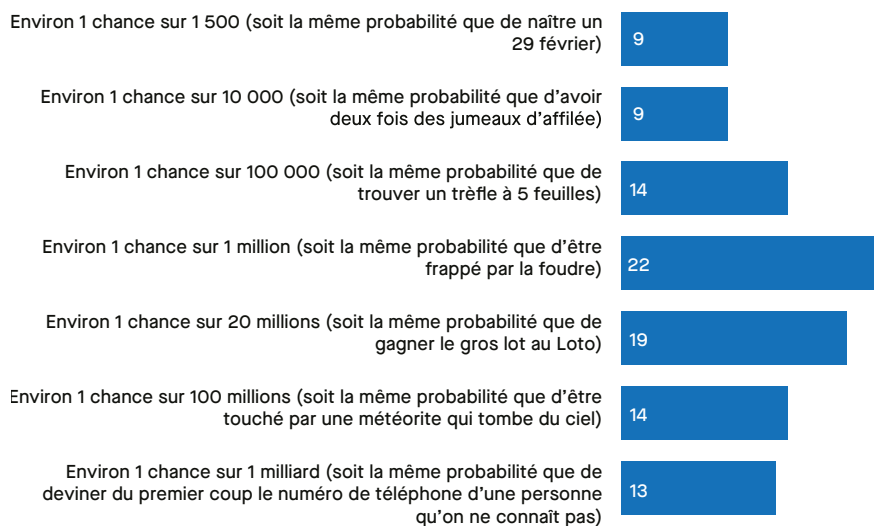
Question 5 : Selon ce que vous savez, pensez-vous que le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale nucléaire du Blayais constitue... ?



47% des Girondins estiment que le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale du Blayais est un bon choix, 13% affirment le contraire.

À nouveau, une part considérable de Girondins (40%) ne parvient pas à se prononcer sur la question de la durée d'exploitation.

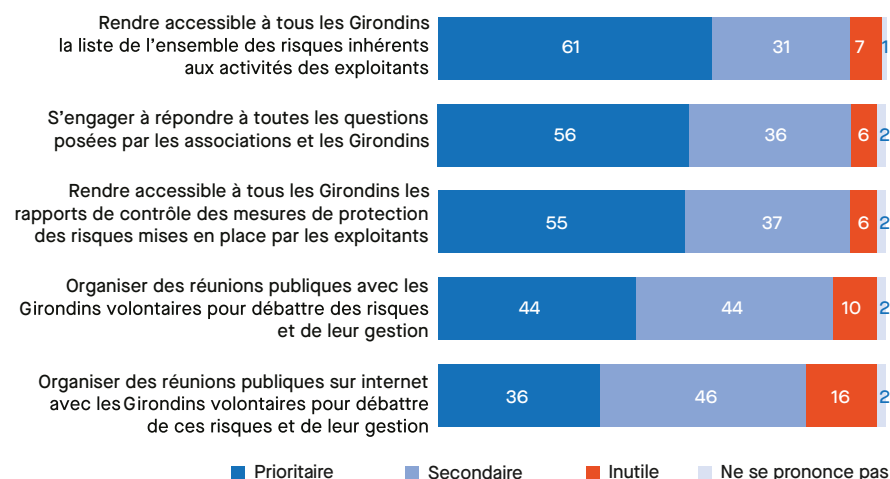
Question 6 : Selon vous, quelle est la probabilité qu'un accident nucléaire de la même ampleur que celui de Fukushima se produise au sein de la centrale du Blayais ?



Les habitants de la Gironde sont partagés sur la probabilité qu'un accident nucléaire similaire à celui de Fukushima ait lieu au sein de la centrale du Blayais. 1 chance sur 1 million apparaît comme la probabilité la plus citée. En réalité, il y a une chance sur 100 000 qu'un accident de ce type se produise en une année d'activité pour un réacteur nucléaire.

Une communication sur les risques industriels à parfaire

Question 7 : Voici des mesures que pourraient prendre les exploitants industriels (chimiques, nucléaires, réseaux télécoms...) pour communiquer sur les risques associés à leurs installations et leur fonctionnement. Pour chacune de ces mesures et indépendamment les unes des autres, diriez-vous qu'elle vous paraît prioritaire, secondaire, ou inutile à mettre en place ?



Les habitants du département insistent sur le besoin de transparence de la part des exploitants industriels : plus de la moitié d'entre eux (61%) estime prioritaire que les risques inhérents à leurs activités et les rapports de contrôle des mesures de protection à ce sujet soient rendus publics (55%) et qu'ils s'engagent à répondre aux questions que se posent les associations et les Girondins (56%). L'organisation de réunions publiques pour en débattre est jugée plus secondaire.

Selon l'IRSN, le baromètre national montre que des résultats similaires sont observés mais de manière plus marquée, 89 % (+28 points) des français déclarant qu'il est essentiel de rendre accessible à tous une information compréhensible sur les risques liés aux installations industrielles. De plus, 71 % (+16 points) d'entre eux souhaitent que ces rapports soient rendus publics.

À retenir :

En matière de risques industriels, ce sont les risques liés au nucléaire qui apparaissent comme les accidents potentiels les plus graves (41%) devant ceux liés aux transports de matières dangereuses (19%), aux zones de stockage de déchets radioactifs (14%) et aux installations chimiques (13%). Si le nucléaire est perçu comme un risque majeur dans l'absolu, son incarnation physique, la centrale du Blayais, est plutôt positivement perçue puisqu'une personne sur deux estime que sa construction a été une bonne chose (contre 13% qui pensent l'inverse) et près d'une sur deux (47%) considère que prolonger la durée d'exploitation de la centrale nucléaire du Blayais est une bonne décision (contre 13% qui y voient un mauvais choix).

Toutefois, ce premier constat cache **plus d'un tiers des Girondins qui ne savent pas se prononcer sur ces questions, restant dans l'indécision.**

Représentation du mot « risque » par les Girondins

Une analyse explorant l'attribution de sens au mot « risque » par les Girondins a été incluse au Baromètre. Il s'agit d'identifier la représentation sociale de ce terme. Cette étude nous permet de mieux appréhender la manière dont la population pense et exprime ses idées sur le «risque», en mettant en évidence les schémas de pensée propres aux Girondins.

2463 mots ont été cités via l'approche de « l'évocation libre » utilisée pour définir ce terme. L'évocation libre permet d'obtenir de manière spontanée les mots ou expressions qui viennent à l'esprit.

Question 23 : Qu'est-ce qui vous vient en premier à l'esprit quand vous entendez le mot «risque» ? Veuillez indiquer les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit.



L'analyse lexicale et le travail de regroupement de mot révèlent en premier lieu que les Girondins associent principalement le « risque » au « danger », aux « situations à risque » ou à une certaine « violence » du sujet, probablement en raison de l'impact émotionnel que suscite le sujet.

Concernant les risques naturels, il est probable qu’une analyse de similitude démontrerait que les Girondins associent les risques naturels au « climat » : mot que l’on retrouve comme un élément central de la représentation du mot « risque ». Les risques naturels demeurent ainsi au cœur des préoccupations des Girondins, probablement en raison de l’omniprésence des risques, notamment naturels, dans leur quotidien et l’actualité. Cette exposition répétée aux situations à risque pourrait avoir modifié leur perception, les plaçant au centre de leur représentation.

Les notions de « **peur** » et d'« **accident** » également largement citées, semblent caractériser un sentiment d'inquiétude important dans la perception du risque, tandis que des termes associés à la « **résilience** » ou au « **goût du risque** » représentent des stratégies de « faire face » mises en avant par certains.

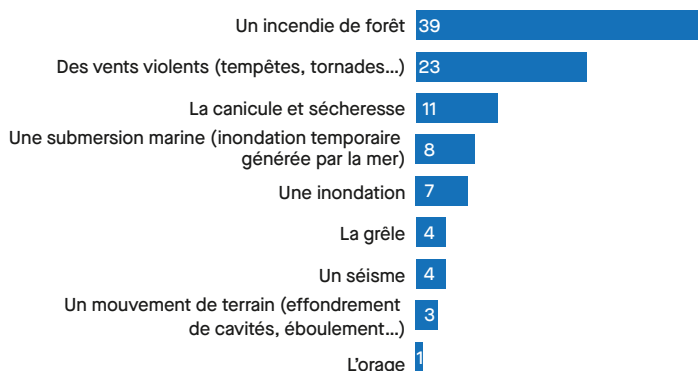
Par ailleurs, les Girondins associent principalement le risque à des situations concrètes plutôt qu'à des concepts abstraits, avec des termes comme « **conséquence** », « **imprévisible** » et « **vulnérabilité** ».

Chapitre 2 : Connaissance et communication sur les risques en Gironde

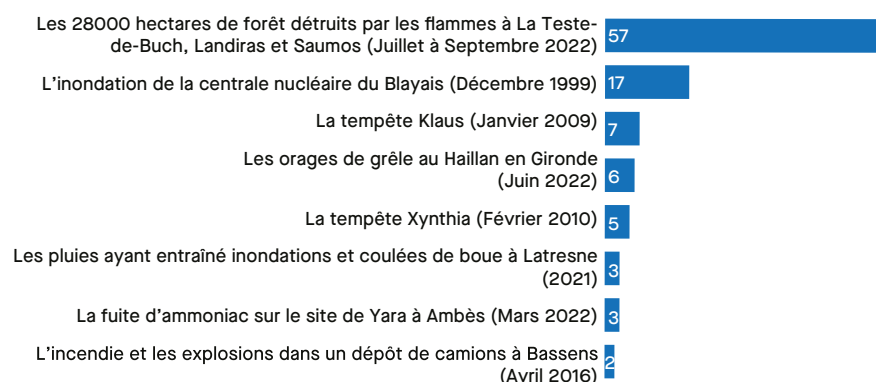
Dans un contexte où les événements météorologiques ont été relativement impactant en Gironde, le chapitre suivant aborde la question de la connaissance, du niveau d'information et des vecteurs de communication des Girondins concernant les risques naturels sur leur territoire.

Une bonne connaissance des risques

Question 8 : Parmi les phénomènes naturels suivants, quel est celui qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ?



Question 9 : Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ?



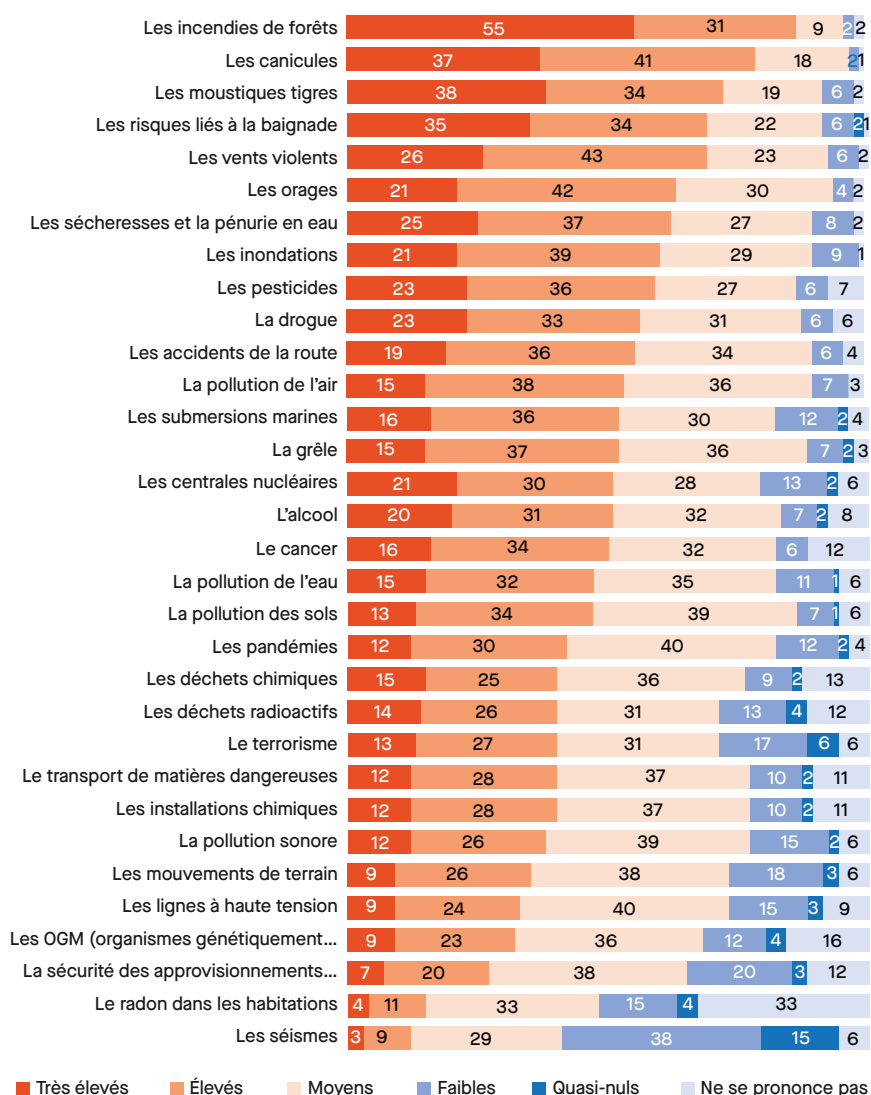
Plus d'un an après les grands incendies de l'été 2022 qui se sont déclenchés dans

le département, le risque d'incendie de forêt reste un sujet perçu comme le type d'évènement naturel qui risque le plus de provoquer une catastrophe (39% soit 2 personnes sur 5) devant **les vents violents (23%)** et **le risque de canicule et de sécheresse (11%)**.

57% des Girondins affirment que les incendies de 2022 à la Teste-de-Buch, Landiras et Saumos sont les évènements les plus effrayants qu'ils aient connus dans le département (parmi la liste de catastrophes proposées ci-dessus). Un certain nombre de Girondins cite également l'inondation de la centrale du Blayais (17%) qui a eu lieu, il y a plus de 20 ans, tandis que les tempêtes Klaus ou Xynthia ayant décimé la forêt et causé de nombreux dégâts, sont aujourd'hui moins identifiées.

Le système d'information européen sur les feux de forêt (EFFIS), constate qu'en 2022, 66 393 hectares de végétation ont été brûlés en France. De plus, selon l'IRSN sur la perception des risques, les habitants du Sud-Ouest de la France sont 75 % à percevoir les incendies de forêt comme élevés contre 64 % pour ceux habitant le bassin parisien.

Question 10 : Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques dans le département de la Gironde sont en général... ?



De nombreux risques sont considérés comme élevés par les Girondins à l'échelle du département. Ils sont notamment une large majorité à estimer qu'il existe des risques importants d'incendies de forêts et plus d'un tiers jugent que les risques de canicules, de moustiques tigres, ainsi que les risques liés à la baignade sont très élevés. A contrario, certains risques sont perçus comme peu ou moyennement élevés par les Girondins, comme les risques de séismes ou de radon dans les habitations.

Les Girondins sont interrogés sur le niveau de risque associé à 32 situations et sont invités à les mesurer à partir d'une échelle allant de « quasi-nuls » à « très élevés ». Sauf mention contraire, les scores (%) qui sont discutés dans l'analyse qui suit correspondent à la part des Girondins considérant une situation comme présentant un niveau de risque « élevé » ou « très élevé ». Les réponses dont le risque est considéré élevé (ou « très élevé ») se situent au-delà de 50 % pour 17 risques sur 32.

De nombreux risques sont identifiés comme élevés par les Girondins au sein de leur département, à commencer par les incendies de forêt (86%), les canicules (78%), les moustiques tigres (72%) ainsi que les risques liés à la baignade et aux vents violents (69%).

Avec aux alentours 60% des réponses, les risques liés aux orages, aux inondations et à la pénurie d'eau sont des risques également bien identifiés par les Girondins.

Aussi la plupart des risques référencés dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs de la Gironde, qu'ils soient naturels, technologiques ou industriels sont identifiés par les Girondins. Le niveau de connaissance semble être élevé pour les Girondins, qui ont une bonne compréhension des risques présents sur leur territoire. Les incendies de forêt de l'été 2022 en Gironde ont eu des conséquences dévastatrices, détruisant des hectares de forêts, menaçant les habitations et mettant en danger la vie humaine et animale. Ces événements ont renforcé la perception de ce risque chez les citoyens de la Gironde, les amenant à prendre conscience de la vulnérabilité de leur territoire.

En revanche, les Girondins semblent peu connaître les risques liés au radon dans les habitations (15% estiment ce risque fort, et beaucoup ne connaissent pas suffisamment ce sujet pour pouvoir se prononcer) ou aux séismes (53% estiment que ce risque est faible ou quasi-nul), risques moins prégnants sur le territoire de la Gironde.

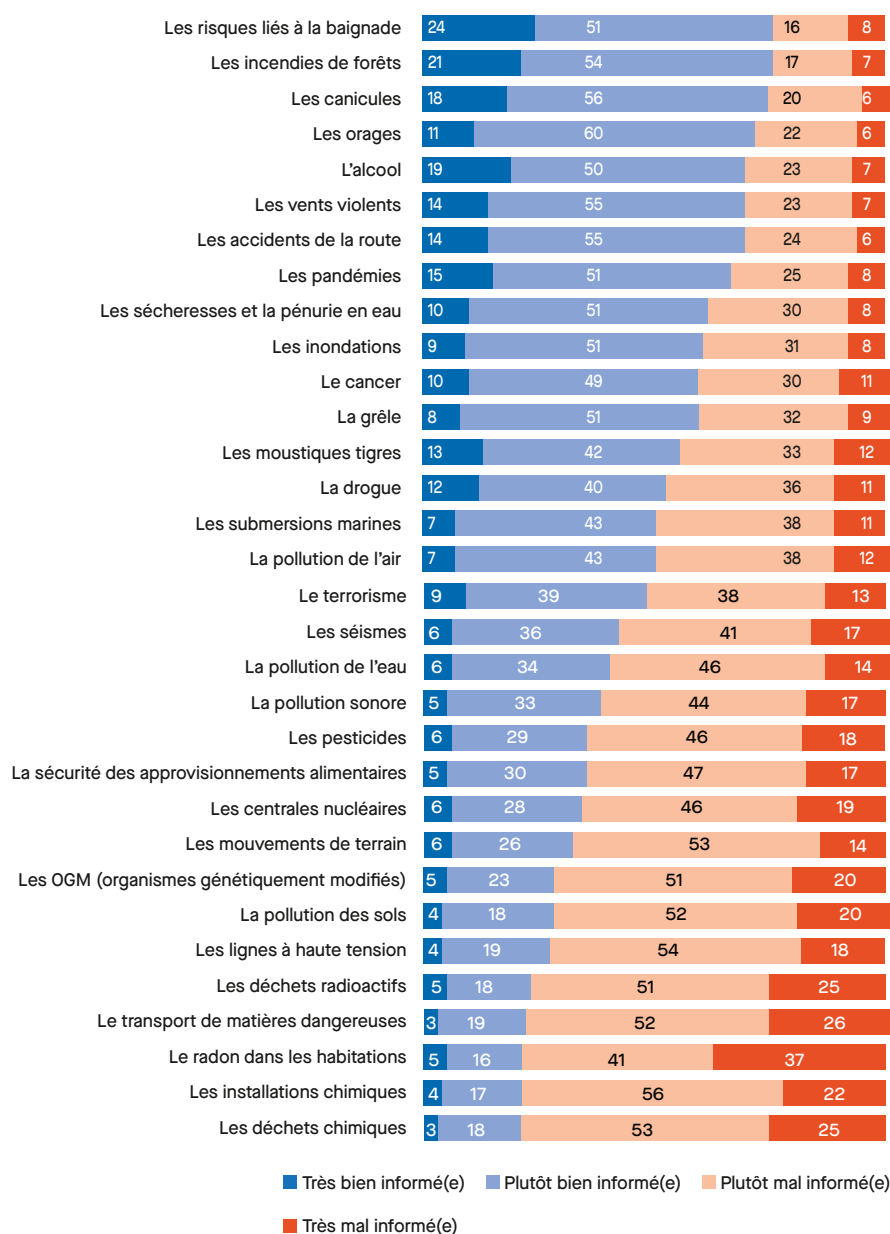
Selon l'IRSN, le baromètre national confirme ces résultats avec une montée en flèche de la prise en compte des canicules, des incendies de forêt. Le risque de cancer est tout de même plus important au niveau des français (76%) que pour les Girondins (50%). Une comparaison des résultats entre les deux échelles de baromètre est présentée en annexe (Cf. Annexe 3).

Une connaissance marquée par l'actualité de l'information

Le baromètre mesure le niveau d'information ressenti, faisant référence aux réponses « très bien informé » et « plutôt bien informé » tandis que le sentiment d'être mal informé renvoie aux réponses « très mal informé » et « plutôt mal informé ».

Selon l'IRSN, le baromètre national montre que 89% des Français estiment qu'il faut mettre à la portée de tous une information compréhensible sur les risques. En effet, le niveau d'information ressenti des Français nous indique qu'ils s'estiment en général mal informés concernant les situations à risques (56 %).

Question 11 : Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ?



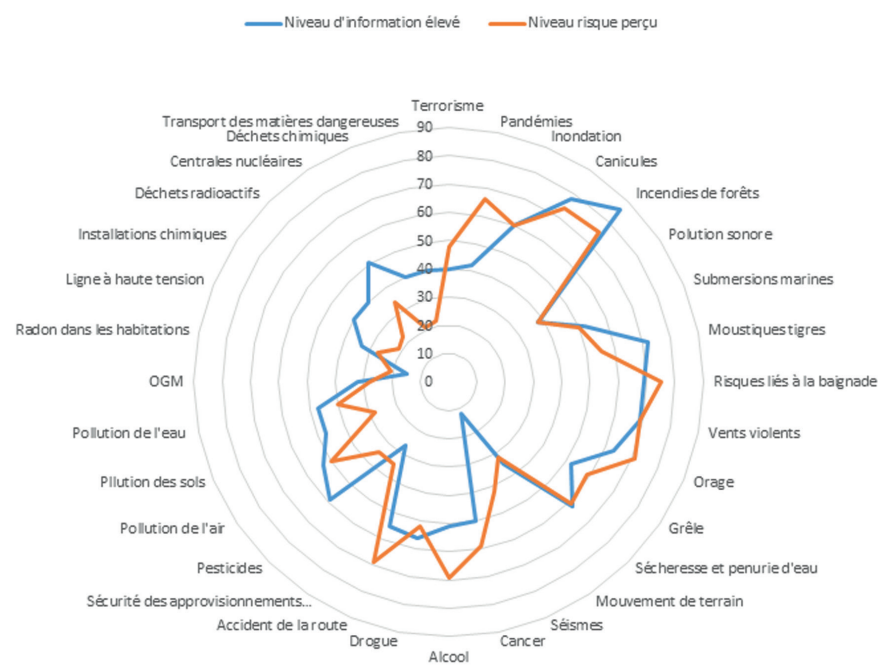
Les réponses des Girondins considérant être bien informé sur le risque et atteignant un score élevé (ou « très élevé ») se situe au-delà de 50 % pour 15 risques sur 32.

Le niveau d'information ressenti par les Girondins quant aux situations à risque présentées ci-dessus montre en moyenne, **un bon niveau d'informations notamment vis-à-vis des risques tels que la baignade et les incendies de forêt (75% soit les 3/4 de la population), les canicules (74%), les orages (71%), etc.**

Le niveau d'information des habitants du département est en revanche beaucoup moins élevé vis-à-vis des risques industriels notamment sur les déchets radioactifs, les installations chimiques et le radon dans les habitations (21%).

À retenir :

Les analyses statistiques du baromètre montrent que la capacité des Girondins à estimer la perception des risques naturels, technologiques et sanitaires est liée à leur niveau d'information et varie d'un risque à l'autre. Dans l'ensemble, les Girondins se sentent relativement bien informés sur les risques naturels, mais se sentent en revanche moins bien informés sur les risques industriels.



Le niveau d'information joue un rôle sur les stratégies d'adaptation

Les répondants âgés de 35 à 49 ans perçoivent davantage les risques présents en Gironde que les répondants âgés de 18 à 34 ans. Ce résultat, comme le suggère la littérature (Bruchon-Schweitzer, 2002), montre que les individus plus âgés ont tendance à être plus sensibles aux dangers et à mieux les appréhender que les plus jeunes, en raison de leur plus grande expérience et de leur meilleure compréhension des situations à risque.

De même, les femmes perçoivent davantage l'exposition du département aux risques que les hommes. La théorie de la perception du risque de Slovic (1987) souligne que les femmes pourraient être plus sensibles à ces dangers en raison de leur rôle traditionnellement associé à la protection de la famille et de l'environnement.

De plus, les analyses statistiques du baromètre montrent que **moins les répondants se sentent informés sur les risques moins ils mettent en place une stratégie centrée sur le problème (confrontation)**. La littérature souligne ce fait en rappelant que le niveau élevé de connaissance et d'information sur les risques influence les stratégies vers la « résolution du problème » (Hartmann, 2008).

Ces approches psychosociales démontrent **l'importance cognitive de l'expérience personnelle sur le territoire et du niveau de connaissance** qui influe sur la façon dont les individus appréhendent leur environnement à risque et mobilisent des stratégies d'adaptation plus ou moins efficaces.

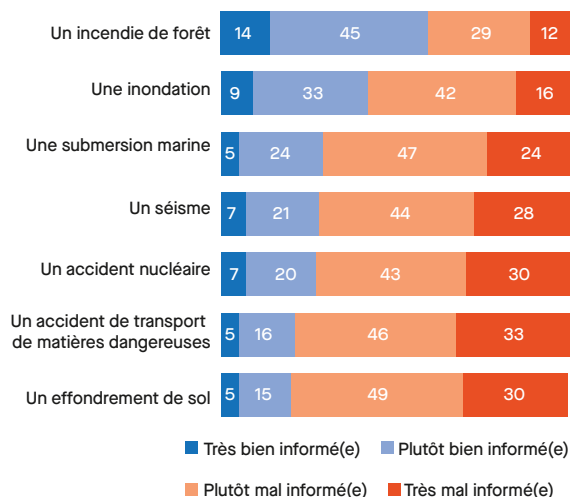
La connaissance du risque passe également par la mémoire affective d'événements catastrophiques qui peut réactiver des émotions telles que la peur d'une catastrophe passée et ainsi, ranimer la conscience du risque chez les habitants. L'appel à cette mémoire n'a pas été étudié dans le présent baromètre.

Pour aller plus loin : le Département de la Gironde a réalisé en 2023 deux études sur la résilience de la population suite aux incendies de l'été 2022 et suite aux événements de grêle ayant frappé une partie de la Gironde. Les deux études montrent que la solidarité apparaît comme un élément clé dans la gestion des traumatismes, renforçant la résilience collective et assurant le bien-être des populations touchées pour une récupération émotionnelle plus rapide.

De plus, ces études offrent une compréhension approfondie des conséquences psychologiques suite à une catastrophe. Cela permet d'identifier les troubles pathologiques associés dans le but d'améliorer l'accompagnement et de prévenir la détresse psychologique des victimes.

Une vigilance sur l'information des mesures de protection et d'alerte

Question n°12 : De manière générale, vous sentez-vous bien ou mal informé(e) sur les mesures d'urgence que chaque personne devrait mettre en place pour se protéger au cas où chacun des types de catastrophes suivants survient près de chez elle ?

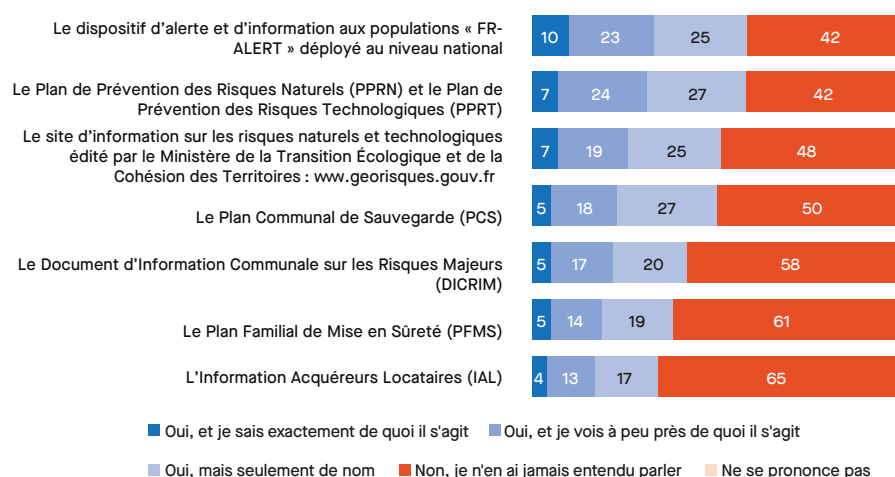


Le baromètre mesure la connaissance des Girondins sur les mesures de protection en cas de catastrophe et sur leur niveau d'information ressenti quant aux situations d'urgence. Le sentiment d'être bien informé fait référence aux réponses « très bien informé » et « plutôt bien informé » tandis que le sentiment d'être mal informé renvoie aux réponses « très mal informé » et « plutôt mal informé ».

De façon générale, les Girondins se sentent plutôt mal informés sur les mesures d'urgence à mettre en place en cas de catastrophes naturelles ou d'accidents, à l'exception des incendies de forêt (59% déclarent se sentir bien informés à ce sujet) et des inondations (42%).

Ainsi, en cas d'effondrement du sol (effondrement de carrière par exemple), seuls 20% des Girondins estiment être bien informés sur les gestes à adopter pour se protéger. Dans le cas particulier des accidents industriels, seul 1/4 des Girondins se déclare bien informé (21% en cas d'accident de transport de matières dangereuses, 27% en cas d'accident nucléaire).

Question n°13 : Connaissez-vous chacun des dispositifs suivants ?



De manière générale, la connaissance des différents dispositifs de prévention et d'alerte des risques est relativement mesurée chez les habitants du département. Ils sont 1/3 de la population à indiquer connaître, au moins de nom, le dispositif « FR-ALERT », PPRN et PPRT (plan de prévention des risques) ou le site www.georisques.gouv.fr, mais cette connaissance est souvent imprécise.

Il est à noter également que les femmes tout comme les personnes de plus de 35 ans se sentent moins bien informées sur les mesures de protection à mettre en place. Ce résultat est intéressant car ces catégories de personnes sont celles qui connaissent le mieux les risques en Gironde et sont susceptibles de déployer une stratégie de confrontation (voir paragraphes précédents). Cela signifie, que le besoin d'information est gradué selon la nécessité que l'on accorde à cette connaissance : les femmes et les plus de 35 ans ressentent le besoin d'être constamment mieux informés afin d'appliquer plus efficacement une stratégie de confrontation pour faire face aux risques.

De plus, les analyses statistiques montrent que moins les participants sont sensibilisés ou informés sur les dispositifs et les comportements de protection, moins ils mettent en place des stratégies d'adaptation centrées sur le problème.

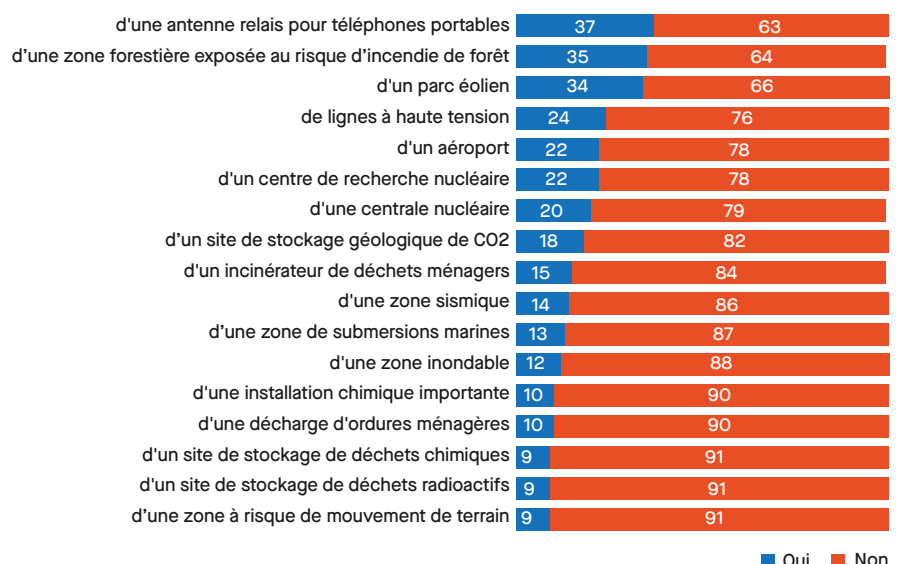
Bruchon-Schweitzer (2002) souligne qu'un manque de connaissance et d'information sur les moyens de faire face conduit souvent à des stratégies émotionnelles d'évitement ou de distanciation.

Ainsi, **le sentiment de maîtrise et de compréhension de la situation semble jouer un rôle essentiel dans le choix des stratégies d'adaptation** mises en œuvre par les individus pour faire face au risque. La littérature scientifique indique que lorsque les individus perçoivent une situation comme contrôlable, ils ont tendance à privilégier des stratégies d'adaptation centrées sur le problème. Inversement, face à des situations perçues comme incontrôlables, ils auront plus recours à des stratégies centrées sur l'émotion.

Qu'en est-il de la relation à sa propre exposition au risque ?

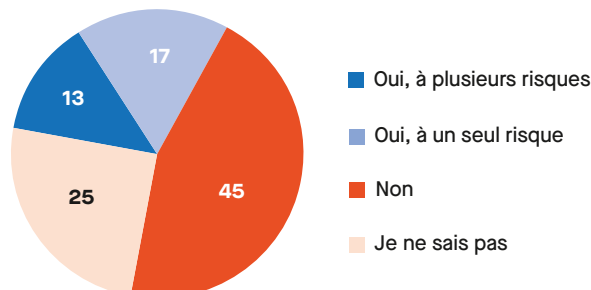
Le baromètre mesure l'acceptabilité déclarée de vivre près d'installations industrielles, d'infrastructures et de se sentir exposé aux risques naturels au regard de l'emplacement de leur logement.

Question 14 : Accepteriez-vous de vivre près...?



De manière générale, seule une minorité de Girondins déclare pouvoir vivre près de chacun de ces lieux. La proximité du domicile avec une antenne-relais pour téléphones portables (37%), une zone forestière exposée au risque d'incendie (35%) ou un parc éolien (34%) semble néanmoins plus acceptée que la présence de sites de stockage de déchets (9%) ou d'une zone inondable.

Question n°15 : À votre connaissance, votre logement est-il exposé à un ou plusieurs risques naturels ou technologiques (industriels, nucléaires...) ?



Près d'1/3 (30%) des Girondins estime que leur logement est exposé à au moins un risque naturel ou technologique, 13% identifient même plusieurs risques possibles, en particulier sur l'arrondissement de Blaye et de Lesparre-Médoc (62% et 54% d'entre eux).

Paradoxalement, **45% estiment n'être exposés (via leur logement) à aucun risque**, (en particulier les habitants des arrondissements de Bordeaux (49%) et de Langon (62%) contrairement à la connaissance du risque affichée dans les questions précédentes.

Enfin, 1/3 des habitants de la Gironde estime vivre à proximité d'au moins un risque, mais pour autant, ne se sent pas prêt à vivre dans ces conditions.

L'apparition de biais comportementaux

Ces résultats font apparaître des biais comportementaux dans la population girondine.

En premier lieu, les analyses montrent une association entre la capacité des Girondins à estimer les risques et le fait d'habiter près d'une zone à risque : les Girondins qui estiment les incendies de forêt comme un risque élevé sont moins susceptibles de vivre à proximité d'une zone forestière. Et inversement, plus les Girondins se sentent prêts à vivre à proximité d'une zone forestière, plus la probabilité qu'ils estiment que l'événement (incendie de forêt) se produise diminue.

Mais cette perception amène les individus qui ne se sentent pas suffisamment informés sur certains risques autour de leur logement (où qui en font directement l'expérience), à développer une anxiété d'être situés à proximité d'un de ces risques.

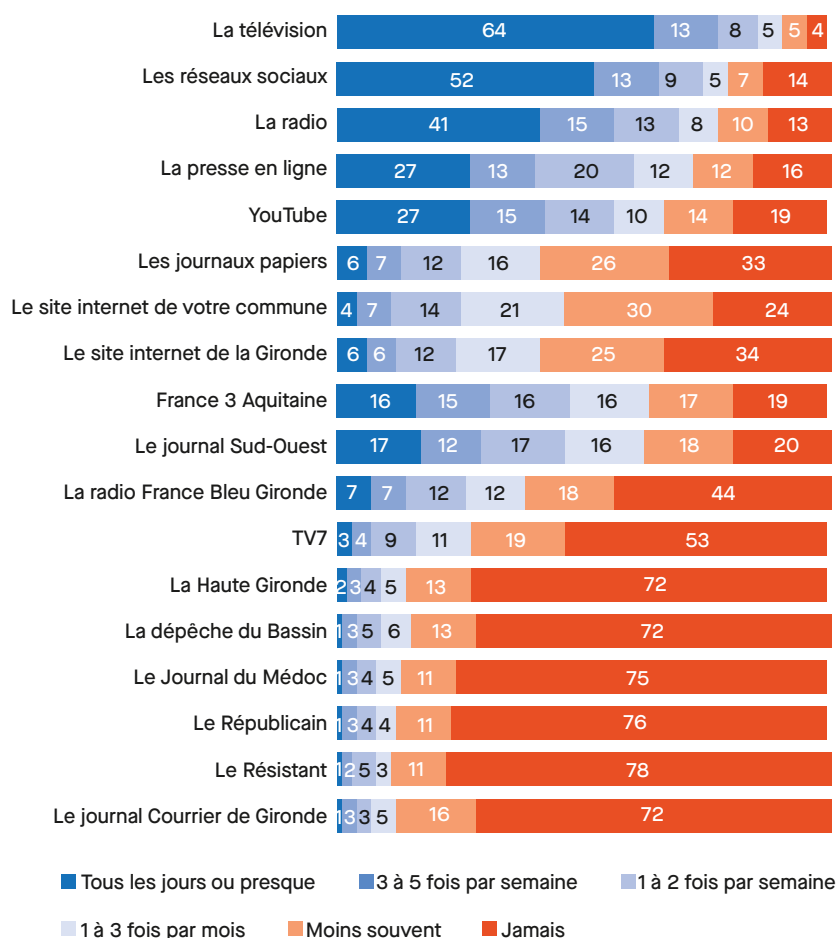
En second lieu, les Girondins qui estiment que vivre près d'une zone à risque représente un trop grand danger peuvent être influencés par des événements très médiatisés ou récemment vécus, pouvant entraîner une perception exagérée du risque. Cette surinterprétation se nomme **le biais de disponibilité**.

En troisième lieu, les résultats révèlent l'apparition d'un autre biais appelé, **biais d'optimisme comparatif**. La connaissance déclarée du risque (je connais ce risque) peut varier en fonction de la connaissance réelle du risque (probabilité que le risque se produise). Par exemple : « je considère connaître le risque inondation et je sais qu'il est présent sur ma commune, cependant, j'estime qu'il n'impactera pas mon domicile ».

Ce biais d'optimisme comparatif se retrouve chez certains Girondins qui surestiment leur capacité de contrôle vis-à-vis des événements et minimisent ainsi le risque associé à leur propre environnement. **Ce biais peut conduire à un manque de préparation adéquate pour faire face aux risques réels.**

La nécessité de s'informer sur le bon média

Question 16 : À quelle fréquence consultez-vous chacun des médias suivants pour vous informer sur l'actualité ?



La télévision, les réseaux sociaux et la radio sont les médias les plus utilisés par les Girondins pour s'informer sur l'actualité : plus des 2/3 déclarent les consulter au moins une fois par semaine.

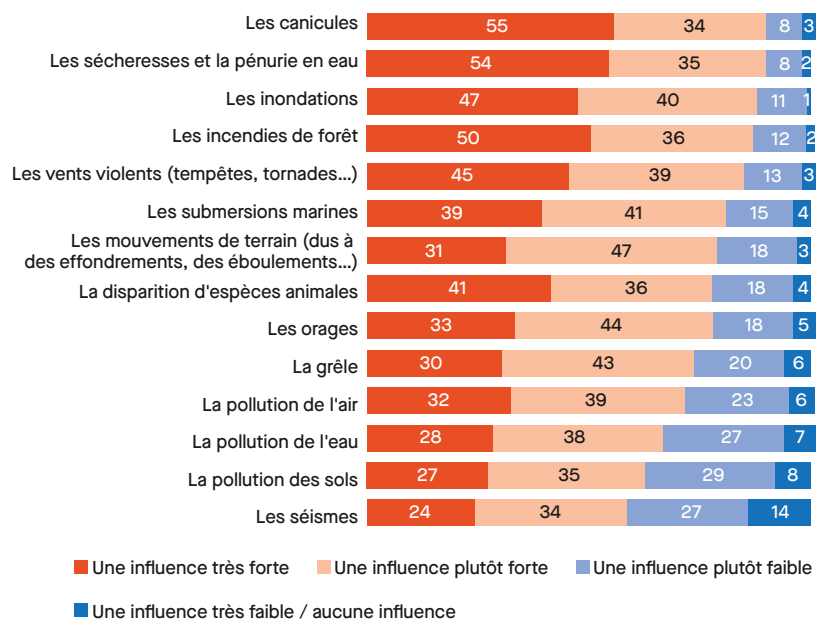
Plus spécifiquement, les canaux dédiés à la Gironde tels que France 3 Aquitaine, Sud-Ouest et France Bleu Gironde sont consultés au moins de manière occasionnelle par une majorité de Girondins. Les journaux et télévisions à vocation départementale apparaissent comme des médias à la consultation plus faible. 1/3 déclare ne jamais lire la presse papier ou consulter le site du Département de la Gironde.

De plus, les analyses paramétriques du baromètre montrent que la perception des risques des Girondins varie en fonction de la fréquence de consultation des médias, notamment de la télévision et du site internet de la commune d'habitation. Ces derniers influencent la capacité des individus à estimer les risques

naturels. Plus les individus sont informés sur les risques naturels via ces canaux, plus ils perçoivent leurs conséquences. Ainsi, il est important de veiller à la qualité des messages diffusés par ces médias, car ils ont un impact significatif sur la population

Zoom sur la perception du dérèglement climatique

Question 17 : Selon vous, le dérèglement climatique a-t-il une influence forte ou faible sur chacune des choses suivantes ?



Les Girondins estiment que le dérèglement climatique a une forte influence sur chacun des risques présentés. Ce constat a ainsi un effet important sur les canicules (89%), les sécheresses et la pénurie en eau, mais également sur les inondations (87%), les incendies de forêt (86%) et les vents violents (80%).

Il existe un lien entre la capacité des Girondins à percevoir les risques associés aux incendies de forêt et le dérèglement climatique, considéré par certains comme un facteur d'accentuation du risque. En effet, lorsque le niveau de risque estimé pour les incendies augmente, la perception du dérèglement climatique augmente elle aussi.

Le dérèglement climatique a une influence plus forte pour les femmes que pour les hommes : le lien de cause à effet est plus évident pour les femmes. Ce constat est cohérent avec les résultats obtenus sur la perception, l'information et la connaissance des risques en Gironde.

Globalement, les analyses paramétriques du baromètre montrent que, **plus les individus considèrent l'influence du dérèglement climatique sur les risques, plus ils ont tendance à mettre en place des stratégies centrées sur le problème (confrontation).**

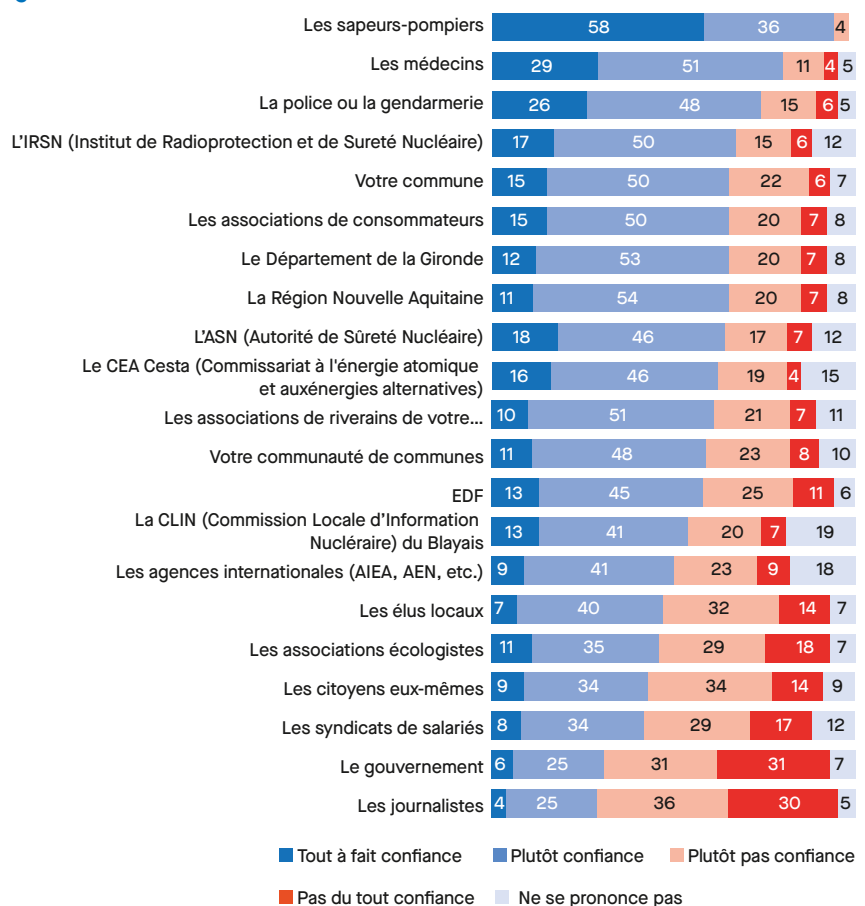
Nous pouvons émettre l'hypothèse que, si le changement climatique est perçu comme une menace importante, les individus sont plus enclins à mettre en place des stratégies d'adaptation centrées sur le problème pour y faire face. Si, son influence est sous-estimée, ils ont davantage recours à des stratégies émotionnelles (éviter).

Chapitre 3 : Engagement des Girondins dans les risques et confiance dans les institutions publiques

Dans ce chapitre, le baromètre interroge la confiance que les Girondins accordent aux institutions de leur territoire en charge de la gestion des risques, qu'elles soient politiques, publiques ou sociales, ainsi que la mobilisation individuelle pour la connaissance ou dans des actions de sauvegarde.

Une confiance citoyenne associée aux métiers

Question n°18 : Dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques naturels et industriels, avez-vous confiance ou non en chacun des intervenants et organismes suivants ?



Les réponses des Girondins allant de « tout à fait confiance » à « plutôt confiance » se situent au-delà de 50 % pour 15 organismes et intervenants sur 21.

Les Girondins font d'abord confiance aux professionnels de la sécurité et des soins dont les sapeurs-pompiers en première ligne avec 94%, les médecins avec 80%, la police ou la gendarmerie avec 74%.

Le Département de la Gironde, de son côté, obtient un taux de confiance élevé de 65%, soit 2/3 de la population, au même niveau que les autres collectivités territoriales comme la commune et la région Nouvelle-Aquitaine.

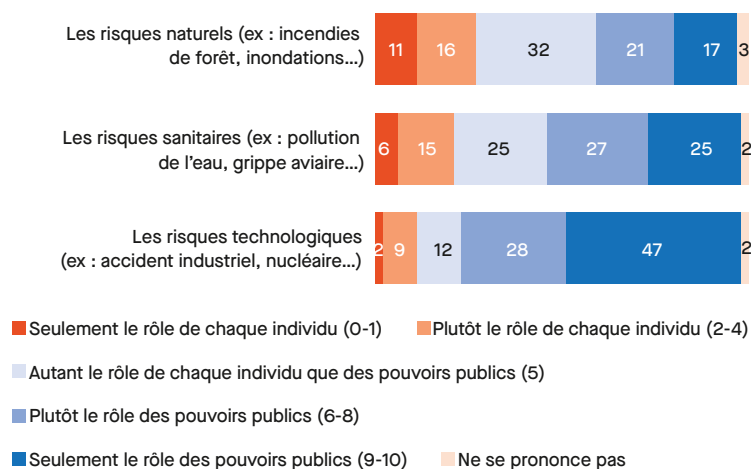
Les élus locaux, les structures de citoyens, de salariés ou encore des agences internationales, présentent un faible niveau de confiance.

Il semble également important d'analyser la méfiance que peuvent avoir les Girondins à l'égard de certains organismes. Cela renvoie aux doutes des Girondins quant à la capacité des autorités à les protéger des situations à risque. C'est le cas pour **la presse (66% de méfiance) et le gouvernement (62% de méfiance).**

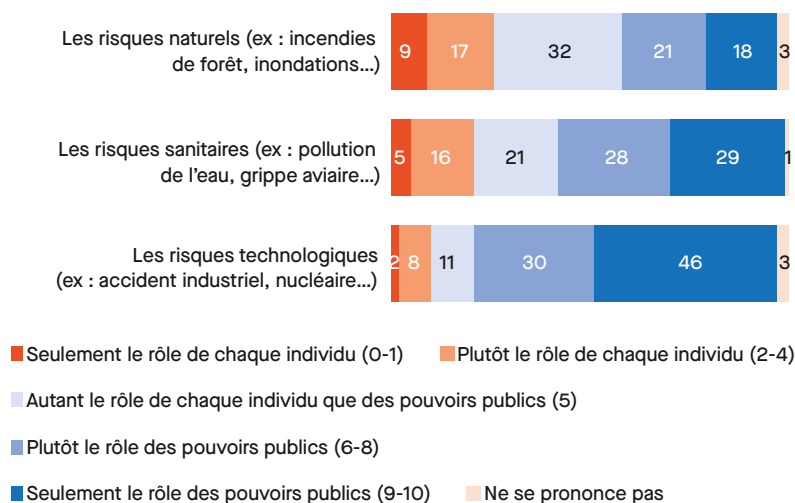
Selon l'IRSN, le baromètre national montre que la confiance accordée par les français aux autorités pour les protéger des situations à risque reste faible (26% de réponses « oui »). Il est également observé, que lorsqu'un citoyen a un haut niveau de confiance envers les institutions publiques pour être protégé d'une catastrophe, cela entraîne chez lui, une réduction de la perception du danger et donc des risques.

Quelle distinction entre les différents acteurs responsables de la sûreté et de la sauvegarde ?

Question n°19 : Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la prévention des risques, dans chacun des domaines suivants ?



Question n°20 : Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la protection face aux risques, qui peuvent survenir dans chacun des domaines suivants ?



Pour une majorité de Girondins, c'est davantage le rôle des pouvoirs publics que celui de l'individu d'assurer la prévention et la protection des risques sanitaires (respectivement 52% et 56%) et technologiques (respectivement 75% et 76%).

Cette tendance existe également de manière plus nuancée dans le domaine des risques naturels puisque pour un tiers des répondants, la responsabilité des individus est davantage mise en avant. Ce constat démontre que le rôle des individus est crucial dans la prévention des risques, en adoptant des comportements responsables et en suivant les consignes de sécurité. Les pouvoirs publics quant à eux ont un rôle majeur dans l'élaboration et la mise en œuvre de réglementation et de gestion des risques à l'échelle collective. Les autorités publiques doivent fournir des informations claires et accessibles sur les risques et les mesures à prendre pour s'en prémunir.

Il est essentiel d'avoir une approche équilibrée et collaborative entre les individus et les pouvoirs publics pour une meilleure gestion des risques liés à la sécurité sanitaire, technologique et naturelle.

Une confiance pouvant influencer sur les stratégies d'adaptation

La responsabilité collective face aux risques peut parfois favoriser la déresponsabilisation des citoyens vis-à-vis du risque, autrement appelé, biais de déresponsabilisation. L'individu minimise sa responsabilité individuelle (ses actions et décisions) sur la prévention des risques car il estime que c'est aux pouvoirs publics ou à certains corps de métiers de remplir ce rôle. Ce biais peut conduire à une sous-estimation du risque et ne permet pas de prendre les mesures appropriées face au danger.

Les analyses paramétriques montrent également des comportements spécifiques de certains individus vis-à-vis du rôle des pouvoirs publics :

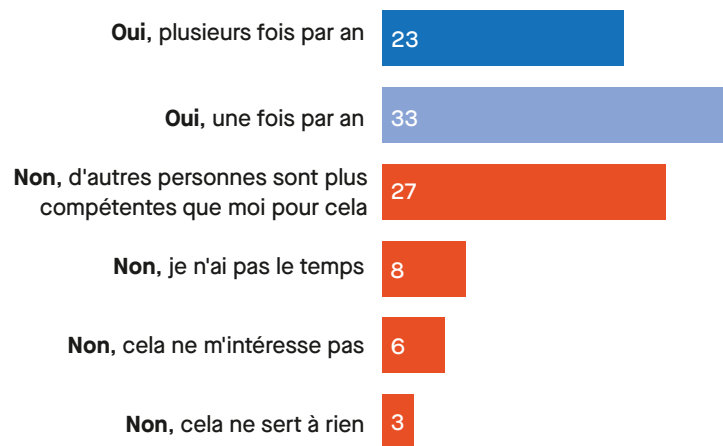
- Moins les habitants de la Gironde font confiance aux institutions, plus ils perçoivent le risque comme élevé.

- ▶ Moins ils considèrent être informés, moins ils font confiance aux institutions.
- ▶ Moins ils connaissent les mesures de protection, plus ils considèrent que c'est le rôle des pouvoirs publics de les protéger.

Par conséquent, le degré de responsabilité attribué aux pouvoirs publics, le niveau de confiance d'un individu ainsi que son niveau d'information influent sur les stratégies d'adaptation que les Girondins adoptent.

Vers une mobilisation pour connaître et sauvegarder

Question n°21 : Seriez-vous prêt(e) à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque à proximité de chez vous ?

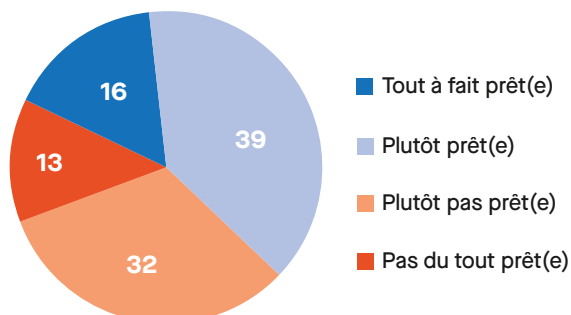


Concernant les espaces d'échanges susceptibles de véhiculer de la connaissance, les résultats montrent qu'une légère **majorité des Girondins** (56% dont 65% faisant partie de la catégorie socioprofessionnelle des cadres) **se déclare prête à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur les installations à risques**. Cependant, cette représentativité individuelle n'apparaît pas comme une évidence, car **44% des Girondins ne se sentent pas prêts à participer à ce type de réunions**. La raison principale du refus est avant tout liée à un sentiment d'incompétence (liée au manque d'information ou d'impuissance face aux experts).

Selon l'IRSN, le baromètre national confirme la tendance vers une volonté d'implication des Français dans des réunions d'information ou de concertation : 49% des Français seraient prêts à y consacrer du temps (comparativement à 56% des Girondins). Cependant, 28% des Français ainsi que 27% des Girondins, indiquent que d'autres personnes sont plus compétentes qu'eux pour y participer.

Question n°22 : La Réserve citoyenne communale et intercommunale de sécurité civile est un groupe de volontaires bénévoles disposés à apporter leur aide, mobilisables par la mairie et pouvant intervenir en cas d'événement majeur affectant la population locale, comme un incendie de forêt, une inondation (accueil des sinistrés, ravitaillement, remise en état des logements...).

Vous personnellement, seriez-vous prêt(e) ou non à intégrer cette réserve citoyenne au sein de votre commune ?



Concernant la mobilisation des individus dans la chaîne de sauvegarde, une courte majorité de Girondins (55%) se déclare prête à intégrer la Réserve citoyenne communale ou intercommunale. Seuls 16% des Girondins affirment y être tout à fait prêts, alors que 45% déclarent n'être pas prêts à consacrer du temps à une réserve citoyenne.

Prise en compte des limites comportementales qui freinent l'engagement

Les résultats montrent que l'aptitude des Girondins à intégrer une réserve citoyenne est étroitement liée au temps qu'ils investissent dans la participation à des réunions d'informations. Lorsque la valeur de **l'intention comportementale** (consacrer du temps pour participer à des informations et à des concertations sur la gestion) augmente, la valeur de la mobilisation pour la sauvegarde (intégrer une réserve citoyenne) a tendance elle aussi à augmenter, et vice versa. Souhaiter s'engager dans une réserve citoyenne ou participer à une réunion publique **favorise une forme de cohésion sociale, de partage d'une vision commune et de solidarité entre les individus nécessaires au relèvement de l'individu.**

La mobilisation de l'individu pour la connaissance et l'implication dans les chaînes de sauvegarde favorise une perception du risque suffisante et permettra, **à titre individuel, la mise en place d'une stratégie d'adaptation centrée sur le problème** (confrontation). Cette stratégie permettra de déployer des capacités de relèvement, de croissance post-traumatique et de résilience chez les individus.

La stratégie d'adaptation s'appuie sur la connaissance, l'évaluation et l'apprentissage du risque et des gestes de protection (et de sauvegarde) à mettre en place.

Toutefois, il reste des freins à lever pour accroître cette capacité de confrontation. Les résultats montrent que :

- ▶ **Les hommes sont moins susceptibles d'intégrer une réserve citoyenne** au sein de leur commune que les femmes. Plusieurs études ont montré que les hommes ont tendance à être moins engagés dans des activités citoyennes et communautaires que les femmes (Eagly et Crowley, 1986).
- ▶ **Les répondants âgés de 35 à 49 ans sont davantage prêts à intégrer une réserve citoyenne que les répondants âgés de 25 à 34 ans.** La littérature indique également que l'âge peut influencer l'engagement citoyen. Les personnes plus âgées sont généralement plus enclines à s'impliquer dans des initiatives citoyennes que les plus jeunes. Ainsi, l'engagement communautaire tend à augmenter avec l'âge (Moen, 1995).
- ▶ Moins l'individu est prêt à intégrer une réserve citoyenne, moins il se sent informé sur les risques, moins il fait confiance aux institutions, moins il met en place une stratégie centrée sur le problème. Putnam (2000) a notamment montré que les individus les plus engagés dans leur communauté ont tendance à faire davantage confiance aux autorités et aux institutions, et à privilégier des stratégies actives pour faire face aux défis.
- ▶ Moins l'individu se sent impliqué, moins il se sent informé sur les mesures de protection et sur la perception du risque, moins il met en place toute stratégie d'adaptation : il subit la situation et risque l'effondrement psychologique. Anne-Marie Toniolo (2009) suggère qu'il existe une relation entre le niveau d'implication d'un individu et les stratégies d'adaptation qu'il met en place.

Conclusion

Le baromètre de la perception des risques en Gironde propose un état des lieux sur les connaissances et les préoccupations des habitants envers les risques présents sur leur territoire.

Les événements marquants tels que les incendies de forêt de l'été 2022, ont profondément influencé la conscience collective des Girondins, renforçant ainsi leur perception des risques et entraînant une conscience de la vulnérabilité de leur territoire ainsi qu'une plus grande inquiétude vis-à-vis de ce risque.

La capacité des Girondins à évaluer les risques naturels, technologiques et sanitaires est étroitement liée à leur niveau d'information, variant d'un risque à l'autre. Bien que les résidents se sentent généralement bien informés sur les risques naturels, ils expriment un besoin accru d'informations sur les risques industriels et les mesures d'urgence appropriées. Cette constatation souligne l'importance des mesures préventives et d'une communication adaptée pour améliorer la sensibilisation.

La confiance élevée (65%) accordée au Département de la Gironde pour la gestion et la prévention des risques démontre l'importance de son rôle sur les enjeux associés aux risques.

Le baromètre montre également par les analyses statistiques croisées qu'une corrélation existe entre l'intention comportementale et le sentiment de solidarité qui ont tendance à augmenter au même moment : par exemple l'aptitude des individus à s'engager dans des initiatives telles qu'une réserve citoyenne est étroitement liée à leur participation à des réunions d'information. Ces engagements favorisent la cohésion sociale et la solidarité entre les citoyens.

L'analyse psychosociale sur la stratégie d'adaptation met l'accent sur la façon d'agir des Girondins face aux situations à risque. Les résultats ont mis en lumière les différences entre hommes et femmes ainsi que l'influence de l'âge sur les stratégies d'adaptation (éviter ou confrontation du problème) pour faire face aux risques offrant un aperçu en matière d'adaptation au stress et à la gestion des émotions. Il permet ainsi d'adapter les stratégies de communication et de sensibilisation en impliquant davantage les citoyens dans le processus décisionnel de la gestion des risques en tant qu'acteur de sa propre protection.

Enfin, la collaboration avec des partenaires tels que Harris Interactive, l'IRSN et l'Université de Nîmes enrichit les analyses scientifiques et psychologiques, renforçant la crédibilité de cet outil pour répondre efficacement aux besoins des habitants de la Gironde face aux risques environnementaux et sanitaires. Ce baromètre contribue à une meilleure prise en compte du risque en identifiant les évolutions des préoccupations au fil du temps, grâce à la reproductibilité de l'enquête. Il permettra dans le temps, de juger de l'évolution de la perception des Girondins et mesurer les capacités à faire face.

Annexes

Annexe 1 : Méthode théorique de la psychologie sociale

Annexe 1.1 : Stratégie de coping ou stratégie d'adaptation

Afin de renforcer l'analyse du baromètre, le Département de la Gironde a souhaité s'associer à l'Université de Nîmes. Il a été convenu de mener une analyse psychosociale en utilisant des tests statistiques (Cf. aide à la lecture) pour évaluer l'efficacité de la stratégie de coping ou processus d'adaptation, utilisé pour faire face aux stress engendrés par les risques. Généralement, deux types de stratégies d'adaptation sont reconnus dans la littérature : les stratégies centrées sur le problème et les stratégies centrées sur les émotions.

Tableau 1 : Les stratégies d'adaptation

	Stratégie centrée sur le problème ou coping de confrontation	Stratégie centrée sur les émotions ou coping d'évitement
Evaluation de l'événement	Situation jugée contrôlable	Situation jugée incontrôlable (sentiment d'impuissance)
Contrôle sur la situation	Modification de l'environnement stressant (supprimer ou minimiser les effets). Contrôle individuel de la situation par un affrontement direct du stress et par une recherche de solution pour y faire face (l'individu réfléchit à l'organisation d'un plan d'action et des étapes à suivre pour gérer au mieux le problème).	Modification de la perception de l'événement stressant soit par prise de distance (exclusion des émotions associées) soit par la maîtrise de soi. Eviter ou minimiser la confrontation avec le stress (dédramatiser les conséquences de la situation).
Comportements associés	Recherche de soutien social (recherche d'un appui extérieur, conseil, assistance ou informations extérieurs...), planification d'actions pour résoudre le problème, réévaluation des pensées négatives.	Evitement de la pensée stressante, distraction, déni, minimisation de l'événement ou encore recherche de réconfort.

¹ Stratégie de coping ou processus d'adaptation désigne l'ensemble des processus qu'une personne interpose entre elle et la situation perçue comme menaçante (risques naturels, technologiques, sanitaires), afin de maîtriser, tolérer ou diminuer l'impact de celle-ci sur son bien-être physique et psychologique (Lazarus et coll., 1984).

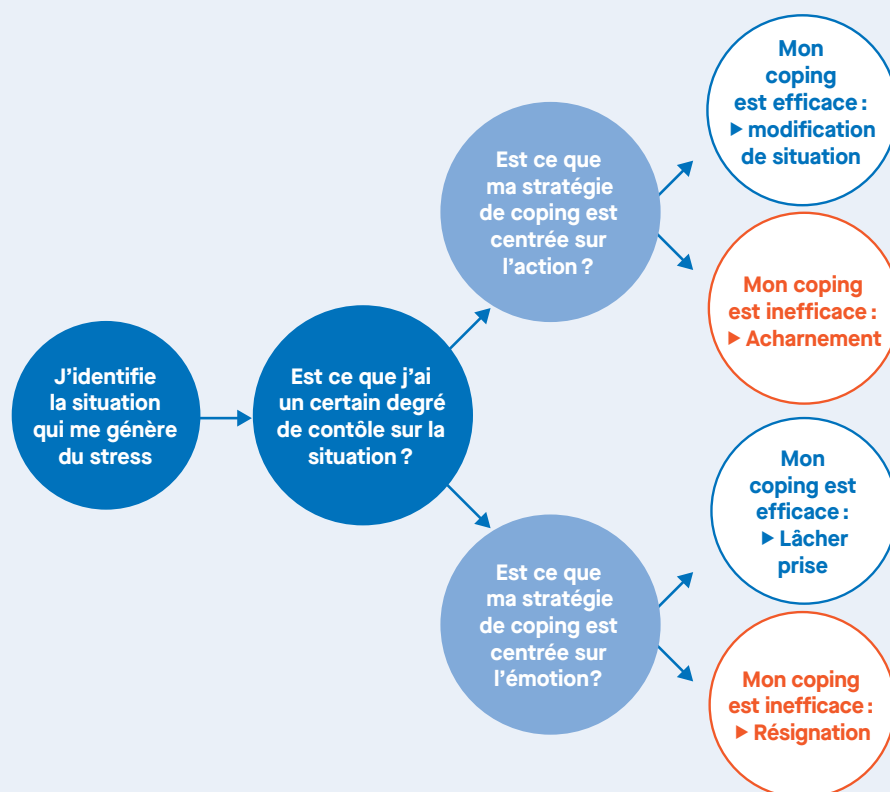


Figure 1 : Schéma Stratégie de coping (Fabienne BROUCARET, 2021)

L'individu choisit les stratégies d'adaptation en fonction d'une situation spécifique, l'aidant à faire face au stress de manière saine et constructive. Par exemple, certaines personnes trouvent bénéfique de pratiquer une activité physique pour gérer le stress, tandis que d'autres préfèrent la méditation ou le soutien d'un proche. Le succès ou l'échec de la stratégie peut entraîner soit une réduction, soit une augmentation du stress.

Cependant, il est à noter que le coping d'évitement (ou stratégie centrée sur les émotions) peut être temporairement efficace pour gérer l'anxiété immédiate, alors que le coping de confrontation (ou stratégie centrée sur le problème) peut s'avérer nécessaire pour résoudre les problèmes sous-jacents sur le long terme.

En utilisant des stratégies d'adaptation efficaces, l'individu peut améliorer sa capacité à faire face aux situations stressantes, à réguler ses émotions et à trouver des solutions aux problèmes rencontrés. Ces approches peuvent contribuer à renforcer la résilience, surmonter plus rapidement les difficultés et rebondir plus facilement après des événements stressants.

Annexe 1.2 : Analyse sémantique du mot « risque »

Méthode

Il a été choisi d'évaluer la représentation du mot « risque » en utilisant une approche de l'évocation libre, permettant d'obtenir de manière spontanée les mots ou expressions qui viennent à l'esprit des Girondins. Cette méthode offre un accès direct aux éléments constitutifs de leur connaissance personnelle et de leurs représentations du terme « risque ».

Il a été demandé aux Girondins d'indiquer les 5 premiers mots qui leur viennent à l'esprit lorsqu'ils entendent le mot "risque". Parmi les 3 385 mots évoqués (677 répondants multipliés par 5 mots), 2 463 ont été traitées après élimination des réponses manquantes, non-valides ou jugées hors sujet. Les 2 463 mots ont été nettoyés et regroupés en 510 mots différents. Afin de simplifier la lecture et la retranscription des résultats, un regroupement de terminologie de mots a permis d'obtenir une liste de 510 mots regroupés sous 34 familles. Par exemple, la catégorie « situations à risque » regroupe des termes tels que : inondation, incendie et tempête, représentant 18,47 % des occurrences.

Catégories	Fréquence
Situation à risque	18.47%
Danger	13.28%
Violence	7.67%
Résilience	6.62%
Conséquence	5.97%
Peur	5.68%
Accident	5.16%
Autre	4.38%
Goût du risque	3.53%
Imprévisible	3.25%
Vulnérabilité	3.05%
Climat	2.96%
Sécurité	2.80%
Economie	2.44%
Association positive	1.99%
Nuisance	1.79%
Transport	1.79%
Catastrophe	1.18%
Intervention	1.14%
Environnement	1.14%
Travail	1.06%
Nucléaire	0.93%
Immigration	0.53%
Famille	0.49%
Mauvais	0.45%
Jeu	0.41%
Inégalité	0.41%
Intensité	0.32%
Activités	0.28%
Politique	0.24%
Médias	0.20%
Urgence	0.16%
Causes	0.12%
Fatalité	0.12%
TOTAL GÉNÉRAL	100.00%

Annexe 2 : Construction des questions du baromètre de la Gironde

Le baromètre girondin s'appuie sur le baromètre national mené par l'IRSN.
Il est constitué de :

60 % des questions reprises et réadaptées, on y retrouve :

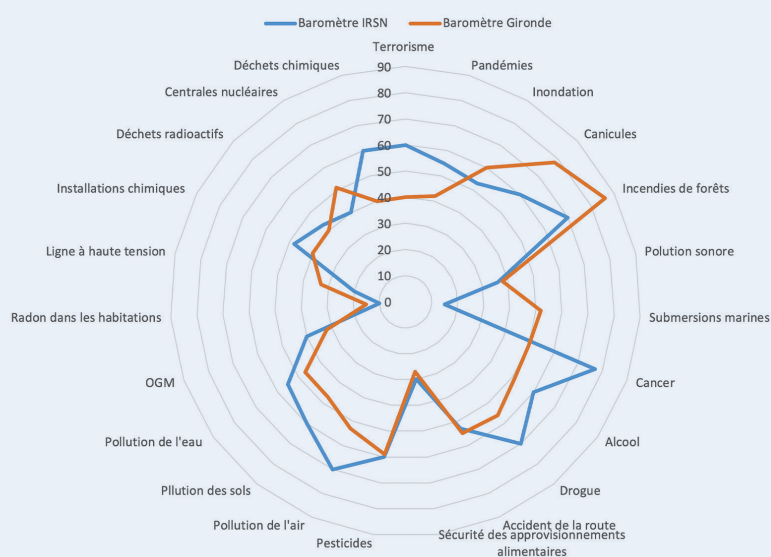
- ▶ Question 1 (« En Gironde, parmi les sujets actuels suivants, lequel est selon vous le plus préoccupant ? En premier ? En deuxième ? En troisième ? »)
- ▶ Question 2 (« Voici un certain nombre de sujets environnementaux. Quel est celui qui vous semble le plus préoccupant ? »)
- ▶ Question 3 (« Parmi les activités industrielles ou technologiques suivantes, quelle est celle qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ? »)
- ▶ Question 4 (« Voici maintenant un certain nombre de propositions relatives à l'énergie nucléaire. Pour chaque proposition, veuillez indiquer selon l'échelle suivante si vous êtes d'accord ou non. »)
- ▶ Question 5 (« Selon ce que vous savez, pensez-vous que le choix de prolonger la durée d'exploitation de la centrale nucléaire du Blayais constitue... ? »)
- ▶ Question 9 (« Parmi les événements catastrophiques suivants, quel est celui qui vous semble le plus effrayant ? »)
- ▶ Question 10 (« Dans chacun des domaines suivants, considérez-vous que les risques dans le département de la Gironde sont en général... ? »)
- ▶ Question 11 (« Diriez-vous que vous vous sentez bien ou mal informé(e) concernant les risques associés à chacun des domaines suivants ? »)
- ▶ Question 14 (« Accepteriez-vous de vivre près... ? »)
- ▶ Question 16 (« Voici des mesures que pourraient prendre les exploitants industriels (chimiques, nucléaires, réseaux télécoms...) pour communiquer sur les risques associés à leurs installations et leur fonctionnement. Pour chacune de ces mesures et indépendamment les unes des autres, diriez-vous qu'elle vous paraît prioritaire, secondaire, ou inutile à mettre en place ? »)
- ▶ Question 18 (« Dans le domaine de la prévention et de la gestion des risques naturels et industriels, avez-vous confiance ou non en chacun des intervenants et organismes suivants ? »)
- ▶ Question 21 (« Seriez-vous prêt(e) à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de concertation sur la gestion d'une installation à risque à proximité de chez vous ? »)

40% des questions spécifiques au contexte des risques Girondins :

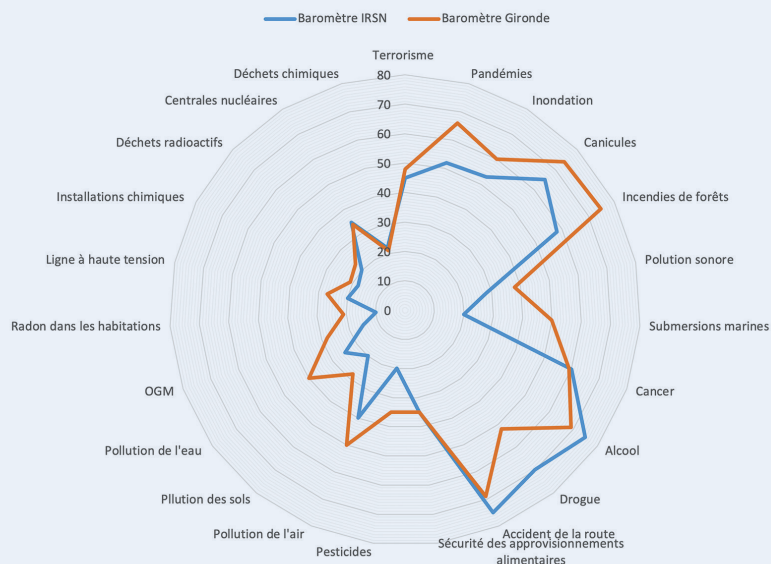
- ▶ Question 6 (« Selon vous, quelle est la probabilité qu'un accident nucléaire de la même ampleur que celui de Fukushima se produise au sein de la centrale du Blayais ? »)
- ▶ Question 7 (« Selon vous, le dérèglement climatique a-t-il une influence forte ou faible sur chacune des choses suivantes ? »)
- ▶ Question 8 (« Parmi les phénomènes naturels suivants, quel est celui qui, selon vous, risque le plus de provoquer un accident grave ou une catastrophe en Gironde ? »)
- ▶ Question 12 (« De manière générale, vous sentez-vous bien ou mal informé(e) sur les mesures d'urgence que chaque personne devrait mettre en place pour se protéger au cas où chacun des types de catastrophes suivants surviendrait près de chez elle ? »)
- ▶ Question 13 (« Connaissez-vous chacun des dispositifs suivants ? »)
- ▶ Question 15 (« A votre connaissance, votre logement est-il exposé à un ou des risques naturels ou technologiques (industriels, nucléaires...) ? »)
- ▶ Question 17 (« A quelle fréquence consultez-vous chacun des médias suivants pour vous informer sur l'actualité ? »)
- ▶ Question 19 (« Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la prévention des risques, dans chacun des domaines suivants ? »)
- ▶ Question 20 (« Selon vous, est-ce plutôt le rôle des individus ou plutôt celui des pouvoirs publics d'assurer la protection face aux risques, qui peuvent survenir dans chacun des domaines suivants ? »)
- ▶ Question 22 (« Vous personnellement, seriez-vous prêt(e) ou non à intégrer cette réserve citoyenne au sein de votre commune ? »)
- ▶ Question 23 (« Qu'est-ce qui vous vient en premier à l'esprit quand vous entendez le mot « risque » ? Veuillez indiquer les cinq premiers mots qui vous viennent à l'esprit. »)

Annexe 3 : comparatif entre le niveau de risque perçu et le niveau d'information entre le baromètre de l'IRSN et le baromètre de la Gironde

Niveau de risque perçu par les français en comparaison avec celui des Girondins



Niveau d'information des français en comparaison avec celui des Girondins



Contact :

Département de la Gironde

Direction de la valorisation des ressources et des territoires (DVRT)

Service de la valorisation de l'espace et de la politique du risque (SVEPR)

05 56 99 33 33

gironde.fr/risques-majeurs

